

7 Jours

Filpac CGT

1. Après le 18 janvier, il n'y a ni consensus ni diagnostic partagé sur les causes de la crise et sur les « mesures » prises !

Les mesures prises ou en passe de l'être montrent l'obstination de Sarkozy dans l'échec libéral. Il ne propose pas de s'attaquer aux causes du chômage, mais d'utiliser la masse des chômeurs pour leur faire abandonner toute exigence, et les rendre malléables à toute exigence patronale.

C'est ce qui explique le thème unique de la « formation ». Un salarié a basculé dans le chômeur, y demeure longtemps, selon Sarkozy et le Medef, pour une seule raison : il n'est pas formé. La piste avancée est de mettre au service des entreprises des chômeurs domestiqués, susceptibles d'accepter n'importe quel boulot. C'est le « modèle » du travail pauvre allemand qui se dessine. Cette sombre perspective sert également à traiter par le mépris social les jeunes.

2. Après le 18 janvier, la mobilisation est plus que jamais nécessaire. Parce qu'à la fin du mois, Sarkozy, comme évoqué dans le 7 Jours précédent, va dévoiler les vraies mesures.

Pour autant, le sommet-promenade électorale du 18 janvier débouche sur une hésitation – feinte ou calculée – de Sarkozy.

- Avant l'annonce de sa candidature à la fin du mois, instaurera-t-il une TVA sociale pour alléger les profits patronaux et renflouer le ministère des Finances ?
- Mettra-t-il en place un marché de dupes énorme, la baisse des salaires contre le maintien éventuel de l'emploi ? Tout n'est que calcul électoral pour le président.
- Osera-t-il créer une banque pour financer les patrons de l'UIMM, suppléant ainsi la défection des banques qui ne prêtent plus ?

Le début de mobilisation, le ton employé par les leaders syndicaux à l'Élysée ? L'approche de l'échéance électorale ? Un mélange de tout ça, sans doute, et vous obtenez :

- soit un Sarkozy jouant le bon père de la Nation (un peu dans le registre Le Pen qui fait semblant de n'être pas fasciste), pour mieux en remettre une couche à la fin du mois.
- Soit un Sarkozy descendant du monument où il s'était lui-même placé, qui s'aperçoit qu'à cent jours des urnes du 1^{er} tour, vaut mieux pas en rajouter.

Rien n'est joué. Celles et ceux qui se sont mobilisés aujourd'hui 18 janvier avaient raison. Ils ont pesé dans la situation sociale. Le seul atout, en effet, de Sarkozy, c'est la résignation.

Raison de plus pour continuer à agir avant la fin du mois. Que Sarkozy hésite ou non, de toute façon, pour la TVA sociale et l'écrasement des salaires, c'est non !

Actes du sommet (Sarkozy, 18 janvier - 13 h 45)

Mesures dites d'urgence qui selon le candidat président forment un accord :

- Une somme pour le financement du chômage partiel
- Les salariés au chômage partiel se verront proposer une formation
- Exonération des « charges » sociales » pour les jeunes dans les Très petites Entreprises
- Les chômeurs de plus de 2 ans se verront proposer une formation, un emploi ou une « resocialisation ».
- 1000 emplois seraient créés à Pôle Emploi par réaffectation de lignes budgétaires
- Le Fonds stratégique européen serait sollicité pour l'aide aux chômeurs.

Chantiers de 10 jours avant l'allocution du candidat à la fin du mois

- Réforme « radicale » de la formation professionnelle
- Revalorisation de l'apprentissage pour les jeunes
- Financement de la Protection sociale : décision à la fin du mois sur la TVA sociale
- Un pôle bancaire serait créer pour financer les patrons des entreprises industrielles
- La taxe sur les transactions financière est mise à l'étude
- Le logement fera l'objet d'offres supérieures